



CONFÉRENCE DE BERLIN

Le ministre des Affaires étrangères de Russie, M. Molotov, suivi de son adjoint, M. Gromyko, fait son entrée dans l'immeuble interallié où il vient assister à la première séance de la conférence.

une tâche assez facile pour les ministres occidentaux d'opposer à cette proposition, qui comportait des avantages futurs, l'exposé de l'aide déjà accordée par les puissances occidentales à la République fédérale et la comparaison entre la prospérité actuelle de la République fédérale et l'état de pénurie et de misère si manifeste dans la zone soviétique.

Projet de traité de sécurité

Le 9 février, le débat sur le deuxième point n'était plus que redites. Que le Gouvernement soviétique ne fût pas disposé à conclure un accord raisonnable sur l'Allemagne, la chose paraissait claire non seulement aux délégations occidentales à Berlin, qui s'y étaient attendues dès le début, mais aussi aux populations de l'Europe occidentale. Toutefois, lorsque les ministres des pays occidentaux tentèrent de mettre fin au débat sur le deuxième point, M. Molotov passa de la question de la réunification de l'Allemagne à celle de la sécurité européenne. Le lendemain, 10 février, il déposa un projet de traité de sécurité collective européenne. Ce traité devait être accessible à tous les pays d'Europe qui, en y adhérant, s'engageraient à ne pas s'attaquer les uns les autres et à s'entraider en cas d'attaque. Les États-Unis et la Chine communiste, « à titre de membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies », seraient invités à envoyer des observateurs aux organismes consultatifs devant être mis sur pied en vertu du traité.